

L'UE promet son aide au Burundi dans ses efforts de développement

@rib News, 12/05/2011 â€“ Source XinhuaL'Union EuropÃ©enne a promis de rester aux cÃ´tÃ©s du Burundi dans ses efforts de dÃ©veloppement, Ã l'occasion de la cÃ©lÃ©bration de la journÃ©e de l'Union EuropÃ©enne au Burundi. Â« L'Union EuropÃ©enne continuera Ã soutenir le Burundi dans ses efforts de dÃ©veloppement Ã©conomique et contribuera Ã la mise en place des cadres prÃ©alables Ã ce dÃ©veloppement, Ã savoir la sÃ©curitÃ©, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la sÃ©curitÃ© juridique des opÃ©rateurs Ã©conomiques et la mise en place d'un climat attractif pour les investisseursÂ », a indiquÃ© lundi StÃ©phane de Loecker, reprÃ©sentant de l'UE au Burundi, lors d'une cÃ©rÃ©monie tenue Ã Bujumbura.

Il a appelÃ© tous les acteurs politiques (ceux du pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition extra-parlementaires), les opÃ©rateurs Ã©conomiques et la sociÃ©tÃ© civile au dialogue pour jeter les bases d'un tel dÃ©veloppement Ã©conomique qui puisse se produire sur une base pÃ©renne. Le reprÃ©sentant de l'Union EuropÃ©enne a indiquÃ© que malgrÃ© la crise financiÃ¨re, son organisation n'a pas rÃ©duit son appui financier au Burundi, car, a-t-il dit, Â« on peut estimer Ã plus de 340 millions de dollars son allocation totale dans sa globalitÃ© en 2010Â » qui comprend les paiements, les versements effectuÃ©s par certains des Etats membres et les contributions de ces derniers Ã la Banque mondiale et aux agences des Nations-Unies. Les contributions de l'UE au Burundi sont l'Ã©manation d'importantes coupes budgÃ©taires des Etats membres, raison pour laquelle, a dit M. de Loecker, Â« nos responsables politiques veillent plus que jamais Ã ce que les ressources mises Ã disposition soient rigoureusement et judicieusement utilisÃ©es (...) et ne pourraient accepter des dÃ©tournements de fonds ou des pratiques de corruptionÂ ». Il a Ã cet Ã©gard saluÃ© la politique du gouvernement burundais dite TolÃ©rance ZÃ©ro dans la lutte contre la corruption et a demandÃ© qu'elle "s'applique impitoyablement Ã tous les niveaux pour le plus grand bien de la population gravement lÃ©sÃ©e par ces pratiques".